

Mais, dans le même mouvement un triple appauvrissement se réalisait. recours à l'agrégation la plus drastique, interdisait de se livrer à la moindre analyse structurelle puisque nous ne connaissons les quantités globales que par le "chiffre unique" qui les exprime. L'abstraction de ces chiffres uniques interdit d'analyser les phénomènes auxquels, par exemple, D. Ricardo ou K. Marx, s'étaient intéressés. Puisque aucun "secteur" n'est distingué, le nombre des fonctions économiques se trouve considérablement réduit :

a) l'économie à l'intérieur de laquelle agit une multitude d'agents indépendants est considérée comme entièrement intégrée, le comportement de chaque catégorie d'agents s'exprimant par une moyenne considérée comme représentative, homogène et constante ;

b) aucun secteur d'activité économique n'est isolé pour subir un traitement partiel. Dès lors, on ne saurait se poser le problème des échanges industriels, pas même celui des échanges entre le secteur des biens de production et celui des biens de consommation ;

c) ceci revient à considérer la nation comme une seule firme produisant un seul type de produit, ou une gamme de produits rigoureusement stable, susceptible d'être exprimée par une moyenne suffisamment représentative sans que puisse intervenir la moindre différenciation des fonctions économiques des divers biens ;

d) si notre nation-firme unique ne produit qu'un seul produit homogène, nous ne pouvons nous intéresser à la structure des prix relatifs, notion qui est ici dépourvue de signification. Dès lors, il est inutile de se dire qu'une modification dans la structure du produit pourrait introduire, par l'intermédiaire du jeu des prix relatifs, une modification du niveau moyen du prix.

2 - La prise en considération de catégories globales d'entrepreneurs-

de consommateurs, d'épargnants, enlève toute signification sociale aux catégories ainsi dégagées. Nous sommes devant une société d'où tout conflit est rigoureusement exclu, et par conséquent qui n'est traversé par aucune force sociale. En particulier nous ne voyons jamais apparaître la catégorie des "travailleurs". Le paradoxe veut qu'une telle société peut aussi s'interpréter - et peut-être mieux du reste - comme une société rigoureusement planifiée, dirigée par un agent unique qui produit, consomme* et investit. La dynamique sociale se réduit à une "mécanique" de quantités globales.

3 - Nous sommes loin du contenu de la "croissance" que nous avons défini au chapitre I de notre Ière partie. La croissance se réduit ici à l'augmentation du Revenu-Produit national et comme une liaison purement technique est établie entre ce Revenu-Produit et le capital nécessaire à son obtention. Le taux de croissance du Produit peut se ramener à celui du capital, c'est-à-dire au rythme de l'investissement net (1).

Néanmoins, une telle "mécanique" peut porter en elle des éléments positifs si elle nous permet de mieux préciser - comme nous le cherchons dans ce chapitre -

(1) R. F. HARRIS a précisé son vocabulaire dans son article de 1960 (pp. 277-278) : "il y a hésitations terminologiques entre les termes de "dynamique" et de "théorie de la croissance". Je crois qu'une distinction peut être faite et qu'il est correcte de parler de "théorie dynamique" pour les relations entre les taux d'accroissement (ou de réduction) de certaines grandeurs dans une économie de croissance. La théorie

comment se détermine l'investissement et par là même de mieux comprendre la question centrale de l'accumulation.

§ 2 - Les hypothèses d'encadrement

Le cadre économique pris en compte par les post-keynésiens se précise grâce à cinq hypothèses dont les deux premières sont implicites quoique fondamentales et les trois autres de nature seulement simplificatrice.

1 - Nous sommes dans un régime de concurrence pure et parfaite, si bien que l'homogénéité des comportements des consommateurs est assurée comme étant la soumission à la loi du marché, sans qu'aucun phénomène particulier ne vienne conférer à qui que ce soit une autorité quelconque sur ce qui que ce soit. Seul l'Etat est susceptible d'interventions volontaristes. Encore n'agit-il que pour effectuer un investissement autonome (1), ou, en tant qu'autorité monétaire, pour accroître l'offre de monnaie.

2 - Nous nous attacherons essentiellement au modèle de l'économie nationale fermée, non pas parce que les post-keynésiens ont refusé d'élargir leur horizon au-delà des frontières nationales (2), mais parce que cette extension ne constitue qu'un complément qui se modifie en rien le fonctionnement général du modèle.

suite de la note 1 de la page précédente

....de la croissance économique serait plus ambitieuse, englobant la théorie dynamique dans ce sens étroit. La théorie de la croissance comprendrait aussi les effets sociologiques de l'impact du progrès économique, la contribution des structures sociales à ce progrès, celle de l'enseignement général et technique, le besoin de sécurité politique, l'utilité de l'intervention publique, le développement des codes moraux, etc.... L'économie de la croissance constituerait alors "l'économie politique" de la croissance, tandis que la théorie dynamique en serait l'économie pure". De ce point de vue les titres des ouvrages et articles de R.F. Harrod sont clairs, : Ils ne concernent que la théorie dynamique.

(1) On sait que les keynésiens définissent :

- l'investissement induit est l'investissement décidé en fonction d'une anticipation d'accroissement de la demande afin que l'offre puisse faire face à la demande effective dans la période future. On peut écrire si on est en t

$$I_t \text{ induit} = f(D_{t+1} - D_t)$$

et comme la demande de biens de consommation est liée au revenu (par la propension à la consommation, stable en moyenne période) on peut écrire, si on se situe dans la période t :

$$I_t \text{ induit} = f(R_{t+1} - R_t)$$

- L'investissement autonome est l'investissement qui est indépendant du revenu. Il s'agit soit de l'investissement décidé par l'Etat, soit d'un investissement entraîné par des décisions déjà prises (une autoroute entraîne des constructions d'hôtels, etc). Il faut faire très attention à ce langage keynésien, car d'autres auteurs appellent investissement induit l'investissement entraîné, c'est-à-dire précisément celui que Keynes et ses disciples appellent autonome.

(2) Au contraire, les post-keynésiens ont consacré de nombreux travaux à l'application de leur théorie de la croissance à l'économie ouverte. On en trouve déjà de nombreux

.../...

3 - Les prix restent constants. Le caractère global du modèle impliquait que la structure des prix ou les prix relatifs restent constants. Mais, il en va de même du niveau général des prix. Dès lors, la seule augmentation de valeur de R tient à un accroissement des quantités. Comme nous n'avons qu'un seul produit, nous aurions pu aussi bien raisonner en termes de quantités physiques qu'en prix (1).

suite de la note 2 de la page précédente

....éléments dans HARROD, Towards a dynamic economy, op. cit., pp. 101-114. Mais on trouve aussi des études beaucoup plus générales : R. HARROD, International Economics, Cambridge economic handbooks, 1939, édition révisée en 1962.

J.R. HICKS, Essays in world economics, Oxford, Clarendon Press, 1959 ou limitées à des questions particulières, centrales pour toute théorie de la croissance :

- la spécialisation internationale :

R. HARROD et D.C. HAGUE, International trade theory in a developing world, Londres Macmillan, 1963 (colloque de Brissago) (traduction français in cahier de l'ISEA, série P, n°11, Paris 1955).

R. HARROD, factor price relations under free trade, in the Economic Journal, juin 1958

- La politique commerciale : N. KALDOR, a note on tariffs and the runs of trade, in Economica, nov. 1948

- le problème des transferts : E.D. DOMAR, the effects of foreign investment on a balance of payments, in the American Economic Review, déc. 1950.

- etc.....

Ces différents thèmes sont discutés par M. BYE dans son précis Dalloz déjà cité, Ch. Palloix a discuté de l'analyse de HARROD en économie ouverte dans sa thèse complémentaire.

(1) Il faut admettre que nous avons là une hypothèse dont on voit mal comment elle peut être compatible avec celle de la pleine utilisation de la capacité de production installée, celle de la concurrence pure et parfaite (le prix est déterminé par la loi de l'offre et de la demande) et celle de l'économie fermée (il est exclu d'écouler le supplément éventuel de produit ou de trouver à s'approvisionner sur le marché mondial).

Cette hypothèse pose d'autant plus de problèmes qu'à l'inverse on est obligé de considérer qu'au moins implicitement Harrod donne une valeur nulle aux produits stockés tant qu'ils ne sont pas mis sur le marché. Manifestement ces questions de prix n'ont pas été traitées avec tout le soin désirable.

4 - L'épargne et l'investissement sont évalués en termes "bruts", c'est-à-dire que l'amortissement est implicitement couvert par le volume nécessaire d'épargne brute. Il est donc inutile de le prendre en considération explicitement (1). Toutefois, l'introduction du progrès technique, même neutre, peut élever le rythme du remplacement (soit par l'accroissement du taux de remplacement par unité de produit, soit pas l'accélération de l'obsolescence). Harrod reconnaît lui-même dans son article de 1960 (p.285) que la théorie qu'il a élaborée en termes "bruts" devrait être reformulée à ce sujet.

5 - Il n'y a pas de délai significatif entre l'investissement et la croissance de la capacité de production. Ainsi, pour HARROD, c'est l'investissement au temps t qui fournira la production nécessaire pour faire face à la demande de la période $t + 1$:

$$I_t = f(R_{t+1} - R_t)$$

Il s'en est expliqué lui-même avec un argument significatif et utile pour bien comprendre l'ensemble de son analyse. Reprenons son texte : "cela semble peu réaliste à première vue, mais un instant de réflexion montre le contraire : c'est simplement une conséquence logique de la méthode d'approche. Naturellement, il faut absolument reconnaître que les décalages existent en fait entre des phénomènes tels que la décision d'investir et la passation des commandes, entre les commandes et la production effective des biens d'équipement, entre l'achèvement de cette production et le moment où commencent à être produits les flux de biens et services à l'aide de ces capitaux réels, entre l'accroissement du Revenu qui en découle et le moment où l'on peut en disposer, etc.... Mais, dans une économie en croissance régulière, ces décalages dans le temps ne modifient pas le modèle. Qu'un élément d'accroissement B soit causalement déterminé par un autre élément d'accroissement A antérieur d'un an n'est pas de grand intérêt, puisque, au cours d'une hausse régulière du revenu, l'accroissement géométrique de l'élément A au moment présent est identique à son accroissement pendant la précédente année. Quel que soit le nombre des décalages temporels dans la détermination causale réelle des évènements, ces décalages disparaissent dans un modèle d'économie régulièrement progressive" (2).

-
- (1) Cette hypothèse est la plus techniquement simplificatrice sans aucune autre portée. On voit bien que plus la durée de vie du capital sera courte et plus grande la partie de l'investissement brut consacrée au remplacement, plus sera réduite la partie de l'investissement déterminante du processus de croissance (investissement net) et donc plus sera lente cette croissance elle-même.
- (2) R. HARROD, "les relations entre l'investissement et la population" in Revue Economique, n° spécial sur l'investissement, n°3, mai 1955, pp. 356-367, p. 360. C'est nous qui soulignons.

§ 3 - Définition des variables principales

A l'intérieur du cadre général ainsi précisé, la variable essentielle est la décision d'investissement des entrepreneurs. Mais celle-ci ne peut être séparée ni de la propension à l'épargne, ni de la fonction de production.

A - La décision d'investissement des entrepreneurs

Parce que la décision d'investissement des entrepreneurs constitue la variable fondamentale du modèle, nous sommes en droit de dire que l'analyse keynésienne priviliege le rôle du capital. Nous allons d'abord définir l'investissement, puis pour le comprendre nous analyserons le rôle prêté par Harrod aux entrepreneurs. Il nous restera à préciser quel système d'évaluation utilise Harrod ce qui nous conduira à préciser la conception post-keynésienne de la répartition des revenus et son rôle.

1 - L'investissement

a) l'investissement se définit comme l'accroissement net du capital. Celui-ci, étant toujours défini dans un sens très proche du capital constant de Marx, comprend la capacité productive installée et les stocks (de biens achetés et non encore utilisés ou produits et non encore écoulés). Dès lors le capital entre deux moments s'accroît, soit par la capacité productive soit par les stocks. Une diminution de stocks constitue une réduction de capital. Par conséquent l'investissement (net) se définit comme l'accroissement de la capacité productive plus l'accroissement des stocks. Une réduction des stocks entre le début et la fin de la période s'interprète comme un "désinvestissement" qui vient en déduction de l'accroissement de la capacité de production pour le calcul de l'investissement au cours de la période (1).

De ce fait, l'investissement peut être intentionnel ou involontaire. Il est intentionnel lorsque l'ensemble des entrepreneurs décident de modifier leur capacité de production pour être en mesure de répondre à un accroissement de la demande effective. C'est celui que nous retenons sous le terme de décision d'investissement et que l'on peut encore nommer investissement ex- ante, et que Harrod préfère appeler "l'investissement requis", c'est-à-dire/pour faire face à l'accroissement de la demande effective.

(1) Keynes définit l'investissement "l'augmentation de l'équipement en capital que celle-ci porte sur le capital fixe, le capital circulant ou le capital liquide" et pour lui le capital liquide est constitué par les produits achevés prêts à être vendus qui correspondent bien à ce que le langage courant appelle les stocks. Il faut noter que cette définition résulte la possibilité d'un "investissement" qui n'est pas une destruction du capital par un amortissement mais simplement une réduction des stocks.

Pour ces auteurs, il faut encore ajouter que la capacité de production installée fonctionne toujours à plein (c'est ce qui se traduira par la fixité du coefficient de capital). Dès lors, tout écart entre la demande effective réelle et la demande effective qui a été anticipée se traduit par des variations des stocks. Ce caractère "mécanique" du modèle est rendu nécessaire par le cadre archi-global du raisonnement.

Mais les keynésiens font toujours intervenir aussi, dans le jeu des actions et réactions que cette décision d'investissement entraîne l'investissement involontaire ; si les décisions de production prises en début de période ne rencontrent pas une demande suffisante, c'est-à-dire si l'ensemble de la production ne peut être écoulée sur le marché (1), il en résulte un accroissement des stocks qui constituent un investissement involontaire. On dira alors que l'investissement ex-post que Harrod préfère dénommer "investissement effectif" est supérieur à l'investissement requis (ex-ante). En effet, il comprend l'accroissement volontaire de la capacité productive (dont on suppose qu'il est réalisé dès lors qu'il est requis) plus l'accroissement des stocks.

Si au contraire la demande effective réelle s'était révélée supérieure à l'anticipation effectuée par les entrepreneurs, on aurait un prélèvement (réduction) sur les stocks et l'investissement effectif (accroissement de la capacité productive moins diminution des stocks) serait inférieur à l'investissement requis.

On peut encore dire que l'investissement requis est toujours calculé "les stocks supposés constants", l'écart entre l'investissement requis et l'investissement effectif tenant aux variations de stocks (l'accroissement des stocks accroissant l'investissement effectif, toutes choses égales par ailleurs, et vice versa).

Ces précisions de vocabulaire sont indispensables à une compréhension élémentaire des analyses keynésiennes.

b) Le niveau de l'investissement est essentiel pour le modèle du fait des conditions de sa détermination et de celui de ses effets.

La détermination du flux d'investissement s'effectue de façon entièrement endogène par l'anticipation qui est faite par l'entrepreneur de la demande effective. Nous aurons donc à préciser le comportement de cet entrepreneur investisseur.

L'investissement à son tour, détermine la demande effective. Chez les keynésiens, en effet, il agit par les revenus auxquels il donne naissance et l'utilisation qui en est faite (si bien qu'il sera finalement déterminé par le niveau et l'utilisation anticipés de ces revenus). Le raisonnement est donc en termes de revenus et non de coûts (2).

Le revenu pour les keynésiens constitue aussi une catégorie ex-ante. Les deux emplois de ce revenu : consommation et épargne dépendent de l'investissement par l'intermédiaire de la variable de comportement qu'est la propension à la consommation. Celle-ci prise comme une donnée déterminera le rythme de la croissance et la possibilité de sa poursuite, selon l'équilibre qu'elle assure, ou n'assure pas de période en période, entre l'épargne et l'investissement. L'emploi global est lui-même déterminé par l'investissement, par l'intermédiaire des coefficients techniques de production, c'est-à-dire par la fonction de production utilisée par les keynésiens.

(1) Nous avons vu que Harrod (et Domar) raisonne en termes de prix constants. Certes, on aurait pu considérer dans ce cas que la valeur de la production ne se réalisait pas, la production étant écoulée seulement à la condition d'une baisse des prix. Ce n'est pas le cadre de raisonnement des post-keynésiens, d'où le recours du jeu des stocks.

(2) Ainsi lorsque Keynes analyse les effets d'une baisse des salaires, il est plus sensible à la réduction de la demande entraînée par cette baisse de revenu, qu'à la réduction des coûts qui en résultent également.

2 - Le comportement des entrepreneurs

Harrod n'a pas analysé de manière explicite le comportement des entrepreneurs. Mais de l'ensemble de son oeuvre, on peut déduire trois groupes d'observations.

a) Les entrepreneurs anticipent la demande effective de la période $t+1$ en supposant que les tendances qui se sont manifestées en t se maintiendront. On peut dire que Harrod leur attribue une "élasticité d'attente" de l'accroissement de la demande et du revenu (1) égale à 1.

Ceci signifie que si les anticipations faites en $t-1$ quant à t se réalisent, ils referont en t des anticipations sur $t+1$ identiques à celles qu'ils avaient faites en $t-1$. Ainsi, s'ils ont eu satisfaction en une période, et si les conditions sont réalisées pour qu'ils aient satisfaction dans chacune des périodes suivantes, ce renouvellement des anticipations peut s'effectuer sur une série illimitée de périodes.

Mais si en $t+1$ la demande effective est supérieure à l'anticipation qu'ils avaient faite, ils anticiperont pour $t+2$ une croissance de cette demande effective au même taux que celui qui a été effectivement réalisé de t à $t+1$. A l'inverse si en $t+1$ la demande effective est inférieure à l'anticipation faite, ils anticiperont pour $t+2$ un taux de croissance de cette demande faible, égal à celui réalisé de t à $t+1$.

Ceci revient, il faut le reconnaître, à admettre que les entrepreneurs ne sont dotés ni d'expérience, ni de mémoire, ni d'imagination : la demande effective n'a jamais varié de manière régulière et dans le système keynésien les entrepreneurs ne prennent aucune initiative pour l'adapter à leur appareil de production.

b) Il ne faudrait pas conclure de cette détermination par la demande effective que le profit n'exerce plus aucun rôle dans le M.P.C. Mais il est certain que le rôle du profit chez Harrod est particulièrement ambigu. En réalité, Harrod ne s'y arrête pas, se contentant de réfléchir sur le rôle de l'intérêt. Cependant, implicitement, le taux de profit va être pris en considération d'une double manière.

D'une part, si les entrepreneurs décident de leur investissement, en fonction de la demande solvable aux prix actuels (et constants), c'est bien qu'ils escomptent qu'elle est à même de donner à l'investissement une efficacité marginale égale au minimum au taux d'intérêt du marché (2).

(1) définie comme le rapport de l'accroissement relatif de la demande réalisé de t à $t+1$ et de l'accroissement relatif de la demande attendu de $t+1$ à $t+2$. Dire que cette élasticité d'attente est égale à 1, revient à dire que l'on attend entre $t+1$ et $t+2$ le même accroissement relatif que celui qui a été réalisé et constaté entre t et $t+1$.

(2) Ce point a été soulevé en particulier par Mme J. ROBINSON. Dans son propre modèle elle relie l'investissement ex-ante au niveau des profits et elle affirme que c'est la seule interprétation cohérente de la théorie générale ; si le profit était seulement égal au taux d'intérêt, il n'y aurait aucune incitation à l'investissement. Une prime de risque doit être prise en compte et dire qu'elle est basse ou haute, signifie seulement que la propension à investir est haute ou basse. C'était l'avoir même de Keynes, montre-t-elle (Essays in the theory of economic growth, op. cit., pp. 37-38).

D'autre part le critère de satisfaction des entrepreneurs ne peut pas dans un régime capitaliste être autre chose que la réalisation du taux de profit escompté. De ce point de vue l'égalisation de la demande effective et de la demande anticipée n'en est qu'une manifestation, de même que le fait d'avoir réalisé la pleine valeur de la production ou d'avoir fait fonctionner à plein la capacité de production installée sans enregistrer de variations de stocks.

c) Nous ne pouvons cependant nous en tenir là. La notion même de "satisfaction" des entrepreneurs mériterait d'être précisée. Si les projets de chacun des entrepreneurs ne sont pas automatiquement compatibles, il n'est plus possible que tous puissent être "satisfait" à la fois et compte tenu de l'élasticité d'attente qui leur est prêtée, leurs anticipations subissent en permanence des altérations variables. Harrod est donc amené à prendre en compte une moyenne des satisfactions, supposant que les compensations sont possibles et que ceci n'altère pas l'élasticité d'attente de l'ensemble.

Ces deux suppositions peuvent paraître très hardies et n'être finalement acceptables que si l'on substitue à la masse des entrepreneurs indépendants un planificateur omniscient qui assumeraient seul l'ensemble des décisions de production, d'investissement, d'épargne et de consommation.

d) Dans la mesure où tout le modèle repose sur les décisions d'investissement des entrepreneurs, le comportement que Harrod leur prête revêt un caractère très important. Dans la réalité du M.P.C., il n'y a pas de planificateur omniscient les projets des firmes ne sont pas à priori compatibles, la notion même de "satisfaction" des entrepreneurs mériterait d'être discutée : le mobile de l'entrepreneur n'est pas seulement de réaliser un taux de profit anticipé, il est de l'accroître au maximum.

3 - L'évaluation du capital

Dans la mesure où la croissance se définira indifféremment comme l'accroissement du stock de capital (Domar) ou celui du flux de produit (Harrod), ce problème d'évaluation/essentiel. Il ne s'agit pas ici des difficultés d'évaluation sur longue période que nous avons évoquées dans la première partie du cours. Harrod dit lui-même qu'il n'apporte rien de nouveau à ce sujet.

La question est de savoir quel est l'étalon des valeurs (1). Harrod rejette une évaluation de la valeur en termes de travail, qui rapporterait la valeur de l'objet à l'unité de salaire. Une telle évaluation ne serait possible selon lui qu'en faisant l'hypothèse d'une stabilité absolue du taux de salaire horaire. Il opte - au moins jusqu'à un article de l'Economic Journal de 1961 sur lequel nous reviendrons à propos de sa conception du progrès technique - pour une évaluation en biens : "une valeur constante signifie un pouvoir d'achat constant" (2).

(1) Domar ne s'arrête pas à ce problème.

(2) Towards a...., pp. 28-29

Il ne faut pas y voir une simple solution de facilité. En effet, le compte rendu qu'il a publiée de l'ouvrage de SRAFFA (1) peut contribuer à nous éclairer. Tout en soulignant l'intérêt et l'importance, il est très loin de s'y rallier. Il fait deux objections fondamentales à son avis : aucune référence n'est faite au volume ni à l'élasticité de la demande de produits finaux ; il est possible de parler d'une quantité de capital par référence à une "période de production", contrairement à l'opinion de SRAFFA (2).

En réalité, il ne s'arrête pas à ce qui peut nous apparaître comme la conclusion principale de SRAFFA (3) à savoir que c'est dans le même mouvement que se déterminent les prix et la structure de la répartition. L'argument de Harrod est du reste assez intéressante à décomposer : SRAFFA ne peut arriver à une théorie satisfaisante des prix parce qu'il ne prend pas en considération la demande finale. Harrod rétablit bien en effet la demande finale et il le fait même doublement, au moins en apparence, l'anticipation de la variation de la demande détermine le volume de l'investissement requis et la réalisation de la demande effective permettra de savoir si les entrepreneurs se sont trompés ou non. Ce n'est cependant qu'en apparence et en réalité Harrod le fait dans le cadre d'hypothèses implicites telles qu'elles reviennent à la négation de sa prise en compte.

(1) In the Economic Journal, déc. 1961, pp. 783-787

(2) Harrod argumente ainsi "d'une part, à un taux d'intérêt donné, les industries ont une intensité capitaliste plus ou moins grande selon la proportion de la charge d'intérêt dans la valeur du produit (qui reflète simplement la longueur de la période de production). D'autre part, à un taux d'intérêt donné, les progrès techniques peuvent être classés selon qu'ils sont capital-saving ou capital-requiring selon qu'ils abaissent ou qu'ils élèvent la part que représente la charge de l'intérêt dans la valeur du produit" (souligné dans le texte, cod. loc., pp. 786-7).

On se souvient que SRAFFA recusait ce point de vue puisque pour lui les quantités de travail fournies à des périodes différentes du temps ne peuvent être sommées, chacune étant affecté d'un taux de profit cumulé. Ceci interdit, selon lui, de ramener le capital à une simple quantité de travail.

(3) Nous rejoignons facilement Paolo LEON lorsqu'il écrit que "le principal mérite de la recherche de SRAFFA, à mon avis, est sa démonstration que les variations des prix relatifs observables quand les moyens de production sont exprimés en termes de la quantité de travail qu'ils représentent à différents moments du temps et avec des techniques de production supposées constantes "ne peuvent permettre d'utiliser un concept de capital dont la mesure serait indépendante de la reproduction et des prix" (Sraffa, p.38), Structural change and growth in capitalism, J. Hopskins, Baltimore, 1967.

- l'offre s'adapte sans délai au volume de la demande puisque les prix sont constants ;
- l'évolution de la demande est indépendante de celle de la répartition puisque celle-ci est rejetée du modèle (nous retrouverons ce problème avec l'analyse du progrès technique) ;
- La structure de la demande ne nous intéresse pas puisque le modèle est global ;
- enfin, et peut-être surtout, la demande est strictement déterminée par le taux de croissance (du revenu) puisque si la propension à l'épargne est constante, il en va de même de la propension à la consommation.

Ainsi la demande n'intervient pas plus, en fait, chez Harrod - malgré les apparences - que chez Sraffa. Ce n'est cependant pas suffisant pour pouvoir en conclure que les prix sont constants et que l'on pourra évaluer les "valeurs" à partir du pouvoir d'achat réel. En effet, si les prix peuvent ne pas varier sous l'influence de la demande, ils le peuvent sous l'influence de l'offre, Harrod ne distinguant pas les prix de production et les prix de marché (1). Chez Sraffa, les prix évoluent précisément sous l'influence de la répartition des revenus (co-détermination des prix et de la répartition). Mais Harrod va précisément, comme un certain nombre d'économistes sont tentés de le faire, rejeter la théorie de la répartition hors du champ de l'analyse économique et prendre la répartition comme donnée (2). Il justifie ainsi la cohérence de son type d'évaluation mais au prix de difficultés nouvelles quant au rôle de la répartition des revenus dans la croissance.

4 - La répartition des revenus

La constance des prix, de même la conception du progrès technique que nous verrons plus loin s'expliquent parce que la séparation des revenus est donnée et constante.

Le schéma de la répartition des revenus de Harrod est très voisin sinon identique à celui de Keynes.

Il n'y a pas d'analyse très détaillée des diverses catégories de revenus et de leurs titulaires : les travailleurs perçoivent un salaire dont le taux nominal est en fait fonction de leur pouvoir de négociation, les entrepreneurs et les rentiers reçoivent les revenus du capital (profit ou intérêt dont la masse et le taux ne sont jamais évalués et ne sont pas déterminés par le modèle, contrairement à l'analyse de Marx) qui apparaissent largement comme résiduels. Cette schématisation peut s'expliquer si l'on se souvient qu'Harrod raisonne sur des quantités archiglobales et que donc pour lui, le Revenu National est seulement constitué de salaires et de profits qui ne l'intéressent que par l'utilisation qui en est faite, quels que soient les utilisateurs. Cette utilisation

(1) Il est significatif de le voir écrire que l'ouvrage de SRAFFA vise à établir une théorie du coût de production, reposant sur le travail (p. 785)

(2) La thèse consiste à dire que la répartition des revenus repose sur des phénomènes extra-économiques qui pourraient être l'objet d'une discipline propre mais distincte de l'analyse économique.